



Direction générale de la Communication
Direction des relations avec les citoyens
Unité du suivi de l'opinion publique



A l'attention de la DG Communication du Parlement européen
Unité Suivi de l'opinion publique

Bruxelles, février 2012

Perceptions du Parlement européen en France

I – LE CUMUL DES ENQUETES EUROBAROMETRE DU PARLEMENT EUROPEEN	2
II – ANALYSE REGIONALE.....	3
III – ELEMENTS DE CONNAISSANCE DU PARLEMENT EUROPEEN	7
A – Connaissance des activités et souvenir médiatique du Parlement européen	7
1) Connaissance des activités du Parlement européen.....	7
2) Souvenir médiatique du Parlement européen	8
B – Connaissances du mode de fonctionnement et de désignation de l'institution	9
1) Connaissance du mode de fonctionnement de l'institution.....	9
2) Connaissance du mode de désignation de l'institution.....	10
IV - ATTENTES VIS-A-VIS DU PARLEMENT EUROPEEN.....	11
A – Les politiques prioritaires	11
B – Les valeurs prioritaires.....	13
C – Le rôle attendu du Parlement européen	15
ANNEXE METHODOLOGIQUE :.....	16
L'ANALYSE REGIONALISEE DES RESULTATS EUROBAROMETRE	16
A – Les limites de l'analyse régionale à partir des résultats d'une seule enquête.....	16
B – L'analyse régionale est possible grâce au cumul des résultats de plusieurs enquêtes.....	16

I – LE CUMUL DES ENQUÊTES EUROBAROMETRE DU PARLEMENT EUROPEEN

L'outil Eurobaromètre n'est pas prévu pour examiner des résultats à l'échelle régionale. Toutefois, un cumul des données de plusieurs enquêtes EB/PE, **dans lesquelles les mêmes questions ont été posées, rend possible la lecture des résultats régionaux.**

Le cumul des données de ces enquêtes Eurobaromètre constitue un résultat global et unique. Ce résultat ne permet pas de procéder à une analyse de l'évolution de l'opinion publique dans le temps. En revanche, il permet de mener une analyse interrégionale.

Les différentes enquêtes prises en compte pour cette agrégation de données ont été commanditées par la Direction générale de la Communication du Parlement européen. Elles ont été réalisées par TNS Opinion & Social.

Ce cumul est composé des 8 enquêtes suivantes :

EB/PE 76.3	Terrain : 5 novembre – 20 novembre 2011 Couverture : 26 594 personnes interrogées en face-à-face (France: 1031). Population : Européens âgés de 15 ans et plus
EB/PE 75.2	Terrain : 13 avril - 2 mai 2011 Couverture : 26 825 personnes interviewées en face-à-face (France: 1033). Population : Européens âgés de 15 ans et plus
EB/PE 74.3	Terrain : 25 novembre - 17 décembre 2010 Couverture: 26 574 personnes interrogées en face-à-face (France : 1000). Population : Européens âgés de 15 ans et plus
EB/PE 74.1	Terrain : 26 août - 16 septembre 2010 Couverture: 26 635 personnes interrogées en face-à-face (France : 1043). Population : Européens âgés de 15 ans et plus
EB/PE 73	Terrain : 29 janvier - 17 février 2010 Couverture: 26 671 personnes interrogées en face-à-face (France : 1018). Population : Européens âgés de 15 ans et plus
EB/PE 71	Terrain : 16 janvier - 22 février 2009 Couverture: 26 718 personnes interrogées en face-à-face (France : 1035). Population : Européens âgés de 15 ans et plus
EB/PE 70	Terrain : 6 octobre - 6 novembre 2008 Couverture: 26 618 personnes interrogées en face-à-face (France : 1027). Population : Européens âgés de 15 ans et plus
EB/PE 68	Terrain : 22 septembre - 3 novembre 2007 Couverture: 26 768 personnes interrogées en face-à-face (France : 1036). Population : Européens âgés de 15 ans et plus

Lorsque des évolutions seront commentées (au niveau national et européen), nous citerons le premier mois du terrain et l'année pour désigner une enquête : par exemple, pour l'enquête EB68, nous parlerons de l'enquête de septembre 2007.

II – ANALYSE REGIONALE

L'analyse des résultats cumulés montre un certain nombre de différences entre les régions françaises sur une période d'environ 4 ans.



- **Connaissance des activités du PE : Le cumul des résultats des enquêtes EB/PE de 2007 à 2011 indique** que les répondants en France ont le sentiment d'être moins bien informés sur les activités du Parlement européen que la moyenne européenne (22%, pour 27% de l'ensemble de l'UE).

Les variations entre régions sont relativement limitées sur cette question et dans chacune d'entre elles, c'est entre un cinquième et environ un quart des personnes interrogées qui se dit bien informé sur les activités du Parlement européen. Les répondants dans la région Ouest s'estiment les mieux informés, avec un taux de réponses positives de 26%, comparé à seulement 20% dans le Bassin parisien, région dans laquelle les répondants se sentent les moins bien informés.

La proportion de répondants qui se sentent bien informés a généralement augmenté entre septembre 2007 (17%) et novembre 2011 (26%), quand elle a atteint son plus haut niveau. Le sentiment d'être bien informé a particulièrement gagné en intensité récemment en France (de 21% en novembre 2010 à 26% en novembre 2011).

- **Souvenir médiatique** : en ligne avec la faible connaissance des activités du PE, le souvenir médiatique du Parlement européen est moins bon en France (37%) que dans l'ensemble de l'Union européenne (52%).

D'ailleurs, malgré quelques différences entre les régions françaises, ce cumul des résultats montre que le souvenir médiatique de chacune d'entre elles est inférieur à celui de la moyenne européenne. Néanmoins, la région Ile-de-France se démarque nettement des autres régions, avec 45% des répondants ayant récemment entendu parler du Parlement dans les médias, soit neuf points de pourcentage en plus par rapport à sa proche voisine, le Bassin Parisien (36%). C'est dans le Nord-Pas-de-Calais que le souvenir médiatique cumulé est le moins élevé (31%).

Bien qu'en septembre 2007 sept répondants sur dix en France ne se rappelaient pas avoir entendu parler du Parlement européen dans les médias (70%), il y a eu, depuis, une spectaculaire remontée du souvenir médiatique. En effet, en novembre 2011, pour la première fois, une majorité de répondants peut se souvenir d'information récentes à propos du PE (51% pour seulement 27% en septembre 2007).

- **Connaissance sur le fonctionnement de l'institution** :

- Le cumul des résultats **sur la manière dont siègent les députés au PE** démontre que les répondants en France sont un peu mieux informés que l'ensemble des Européens : 44% savent que les députés européens siègent en fonction de leurs affinités politiques, pour 38% qui répondent à tort que c'est en fonction de leur nationalité (ces proportions étant chacune de 39% dans l'ensemble de l'Union européenne).

Même si les résultats sont très proches, une majorité de répondants donne une réponse correcte dans toutes les régions de France, à l'exception du Nord-Pas-de-Calais où les répondants sont parfaitement divisés entre bonne et mauvaise réponses (39% dans les deux cas).

- En comparaison, les répondants en France sont moins bien informés que l'ensemble des Européens **sur la manière dont sont élus les députés européens** : 42% savent qu'ils sont élus directement par les citoyens européens de chaque Etat membre, pour 55% dans l'UE. Alors que les bonnes réponses ont progressé de manière significative dans l'Union européenne entre septembre 2007 et novembre 2011 (de 48% à 58%, +10 points), elles sont restées au même niveau en France (42%). Cependant, le niveau de réponses incorrectes a augmenté entre janvier 2010 et novembre 2011 (de 35% à 40%).

Sur cette question, les différences entre régions sont assez prononcées : les réponses correctes sont les plus nombreuses à l'Est (50%), et en Île-de-France (48%), tandis que l'Ouest (33%) et le Sud-Ouest (37%) sont à l'autre bout de l'échelle.

- **Politiques à défendre en priorité** : la hiérarchie des principales priorités qui devraient être défendues par le Parlement européen diffère entre répondants en France et dans l'ensemble de l'UE. Si les deux priorités en tête à savoir "*la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*" et "*une protection renforcée du consommateur et de la santé publique*", sont les mêmes en France (respectivement 56% et 36%) et dans l'ensemble de l'Union européenne (respectivement 20% et 32%), quelques différences apparaissent ensuite. Les répondants en France placent "*une politique de l'agriculture respectueuse de l'environnement et contribuant*

à l'équilibre alimentaire mondial" (36%) en seconde place ex-æquo, alors que cette priorité n'arrive qu'au septième rang dans l'ensemble de l'Union européenne (25%).

On peut noter qu'en France, entre avril 2011 et novembre 2011 "*la coordination des politiques économiques, budgétaires et fiscales*" a progressé de 22% à 34%.

Les réponses sur les politiques prioritaires varient d'une région à l'autre : les écarts vont de 5 à 17 points de pourcentage. Néanmoins, "*la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*" s'impose comme la politique à défendre la plus citée dans l'ensemble des régions françaises, sans aucune exception.

Sur les 12 politiques prioritaires, le Nord-Pas-de-Calais et l'Est se situent 8 fois au-dessus de la moyenne nationale. Inversement, l'Ouest se situe en-dessous de la moyenne nationale pour 9 d'entre elles.

- **Valeurs à défendre en priorité** : les deux premières valeurs sont les mêmes en France que pour la moyenne européenne : "*la protection des droits de l'homme*" en première position (61% en France ; 58% dans l'UE27) et "*l'égalité hommes-femmes*", citée avec nettement plus d'intensité en France que dans l'ensemble de l'Union européenne (52% pour 35% dans l'UE). Même constatation pour "*la liberté d'expression*" qui vient en troisième lieu aux deux niveaux, mais 11 points de pourcentage séparent la France (44%) de l'UE (33%).

Bien qu'avec une moindre intensité que pour les politiques prioritaires, on constate à nouveau certaines divergences entre les régions françaises sur les valeurs à défendre par le PE : les écarts vont de 3 à 14 points de pourcentage. Toutefois, "***la protection des droits de l'homme***" est la valeur à défendre en priorité par le Parlement européen dans chacune d'entre elles.

- **Rôle du PE** : les personnes interrogées en France sont plus nombreuses que l'ensemble des Européens à souhaiter que le Parlement européen joue un rôle plus important que celui qu'il joue actuellement (56%, pour 49% dans l'ensemble de l'Union européenne).

Les différences entre régions sont assez peu prononcées sur cette question et dans toutes les régions françaises, la proportion de personnes interrogées qui souhaite que le Parlement européen joue un rôle plus important qu'à l'heure actuelle est supérieure à celle de l'ensemble de l'Union européenne et représente une majorité absolue des répondants.

Cette opinion est plus forte que la moyenne française dans les régions Île-de-France (61%), Est (60%), Méditerranée (58%) et Ouest (57%). Elle est identique à la moyenne en Centre-Est (56%) et moins forte dans le Bassin parisien (52%) et dans le Nord-Pas-de-Calais (51%).

En observant la tendance, on note que le nombre de répondants choisissant la réponse "***plus important***" semble ne pas avoir changé entre septembre 2007 et novembre 2011 (de 51% à 52%). Cependant, ce niveau a considérablement augmenté entre septembre 2007 et janvier 2010 (de 51% à 62%), avant de redescendre entre novembre 2010 et novembre 2011 (de 61% à 52%).

CONCLUSION :

- **Les résultats cumulés** montrent que les répondants en France ont le sentiment d'être moins bien informés au sujet des activités du PE que la moyenne des Européens. Leur niveau de souvenir médiatique au sujet du Parlement européen est également bien en-dessous de celui de l'Union européenne dans son ensemble. Les répondants en France sont légèrement mieux informés que les Européens sur la façon dont siègent les députés ; cependant, ils sont nettement moins bien informés à propos de la manière dont les députés sont élus.
- **Dans notre analyse des politiques prioritaires, les résultats cumulés montrent** que *"la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale"*, *"une protection renforcée du consommateur et de la santé publique"* et *"une politique de l'agriculture respectueuse de l'environnement et contribuant à l'équilibre alimentaire mondial"* sont les trois politiques qui devraient être traitées en priorité, selon les répondants en France. Cette dernière politique est mentionnée plus souvent en France que dans l'UE en général.
- Comme dans l'UE en général, *"la protection des droits de l'homme"* est la première valeur que les répondants en France veulent voir être défendue par le PE. Cette valeur est en première position dans chaque région. Les répondants en France mentionnent *"l'égalité hommes-femmes"* et *"la liberté d'expression"* beaucoup plus fréquemment que l'ensemble des Européens.

III – ELEMENTS DE CONNAISSANCE DU PARLEMENT EUROPEEN

Les répondants en France ont le sentiment d’être un peu moins bien informés sur les activités du Parlement européen que la moyenne européenne (22% pour 27%).

La proportion des répondants qui se sentent moins bien informés a généralement augmenté entre septembre 2007 (17%) et novembre 2011 (26%), quand il a atteint son niveau le plus élevé.

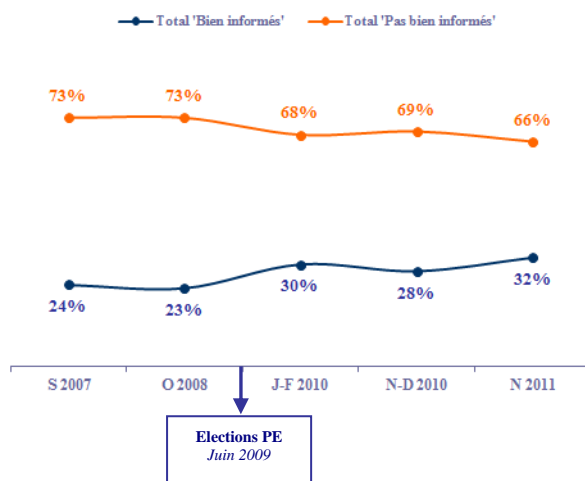
Il y a peu de variation entre les régions de France en ce qui concerne le niveau de connaissance subjective ; cependant, il faut noter que les répondants dans la région Ouest (26%) se sentent mieux informés que ceux du Bassin parisien (20%).

A – Connaissance des activités et souvenir médiatique du Parlement européen

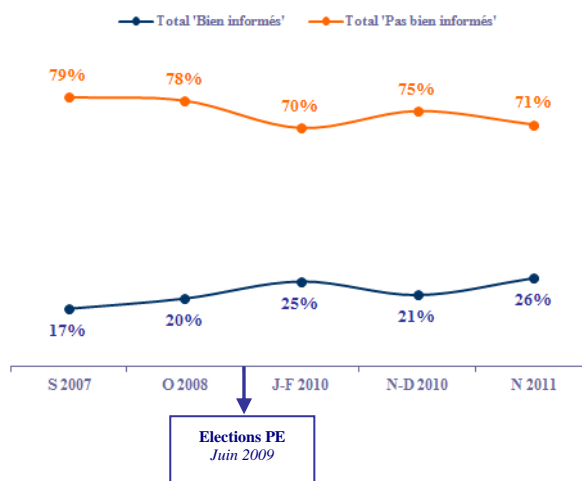
1) Connaissance des activités du Parlement européen

Question : « *D’une manière générale, vous estimez-vous très bien, assez bien, assez mal ou très mal informé(e) sur les activités du Parlement européen ?* »

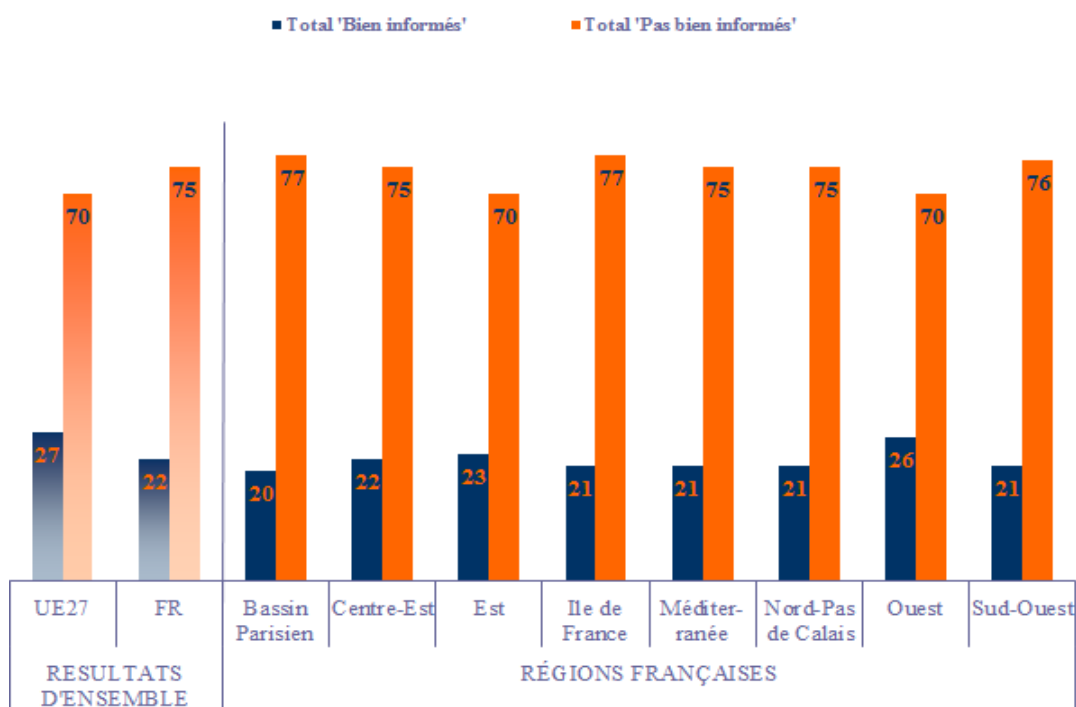
⇒ Tendances UE27 :



Tendances FR :



⇒ Données cumulées : variations régionales



2) Souvenir médiatique du Parlement européen

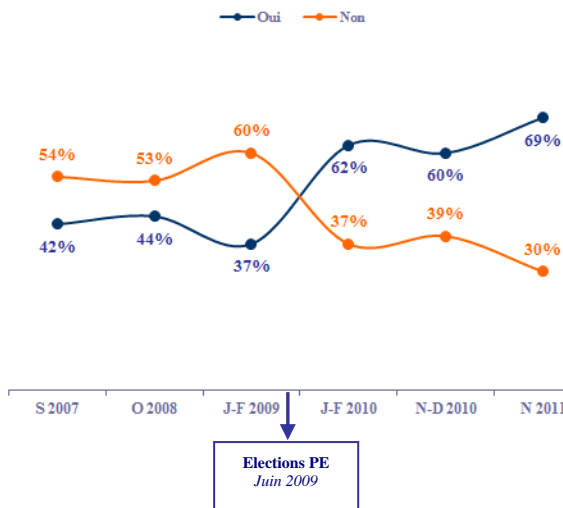
Le souvenir médiatique à propos du PE en France est plus bas que dans l'UE dans son ensemble (37% pour 52%).

Cependant, le souvenir médiatique a augmenté de manière spectaculaire entre septembre 2007 (quand 27% étaient capables de se rappeler une information récente à propos du PE contre 75% qui ne l'étaient pas) et novembre 2011 (51% contre 48%), quand le niveau de souvenir médiatique devient majoritaire pour la première fois en France.

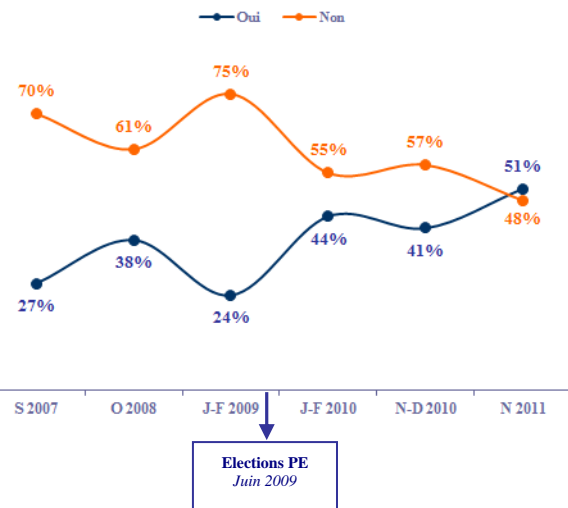
Dans chaque région de France, une large majorité des répondants ne peut se rappeler d'information récente à propos du PE. Le plus haut niveau de souvenir médiatique se situe en Île-de-France (45%), alors que le niveau le plus bas est mesuré dans le Nord-Pas-de-Calais (31%).

Question : « Avez-vous récemment lu dans les journaux, vu sur Internet ou entendu à la radio ou à la télévision quelque chose au sujet du Parlement européen? »

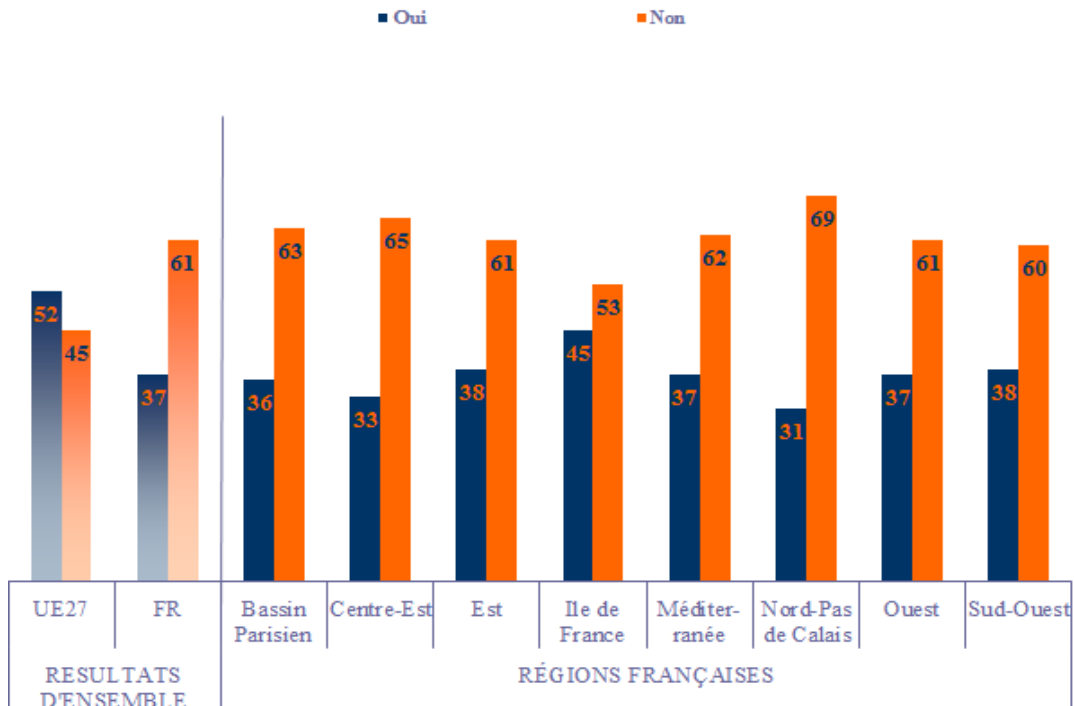
⇒ Tendances UE27 :



Tendances FR :



⇒ Données cumulées : variations régionales



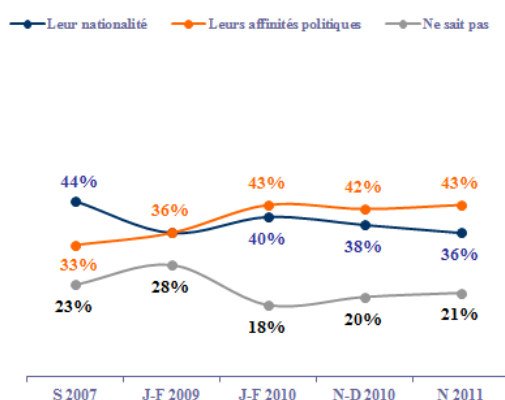
B – Connaissances du mode de fonctionnement et de désignation de l'institution

1) Connaissance du mode de fonctionnement de l'institution

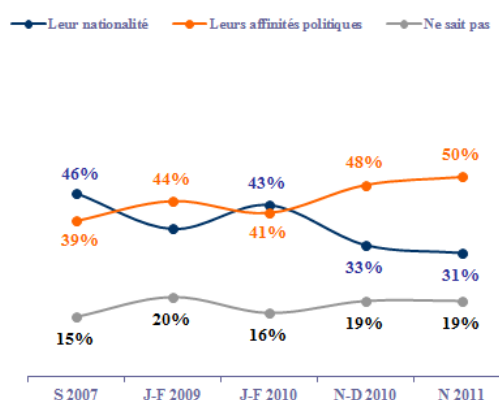
Lorsqu'on les interroge sur la manière dont siègent les députés, une étroite majorité des répondants en France **sait qu'ils siègent en fonction de leurs affinités politiques (44%)** ; une proportion un peu moindre se trompe en répondant que c'est en fonction de leur nationalité (38%).
Même si les résultats sont très similaires, **la majorité des répondants donne la réponse correcte dans toutes les régions françaises, excepté au Nord-Pas-de-Calais** où les répondants sont parfaitement divisés entre réponse correcte et incorrecte (39% dans les deux cas).

Question : « *Et, selon vous, les députés européens siègent-ils au Parlement européen en fonction de : Leurs affinités politiques ; Leur nationalité.* »

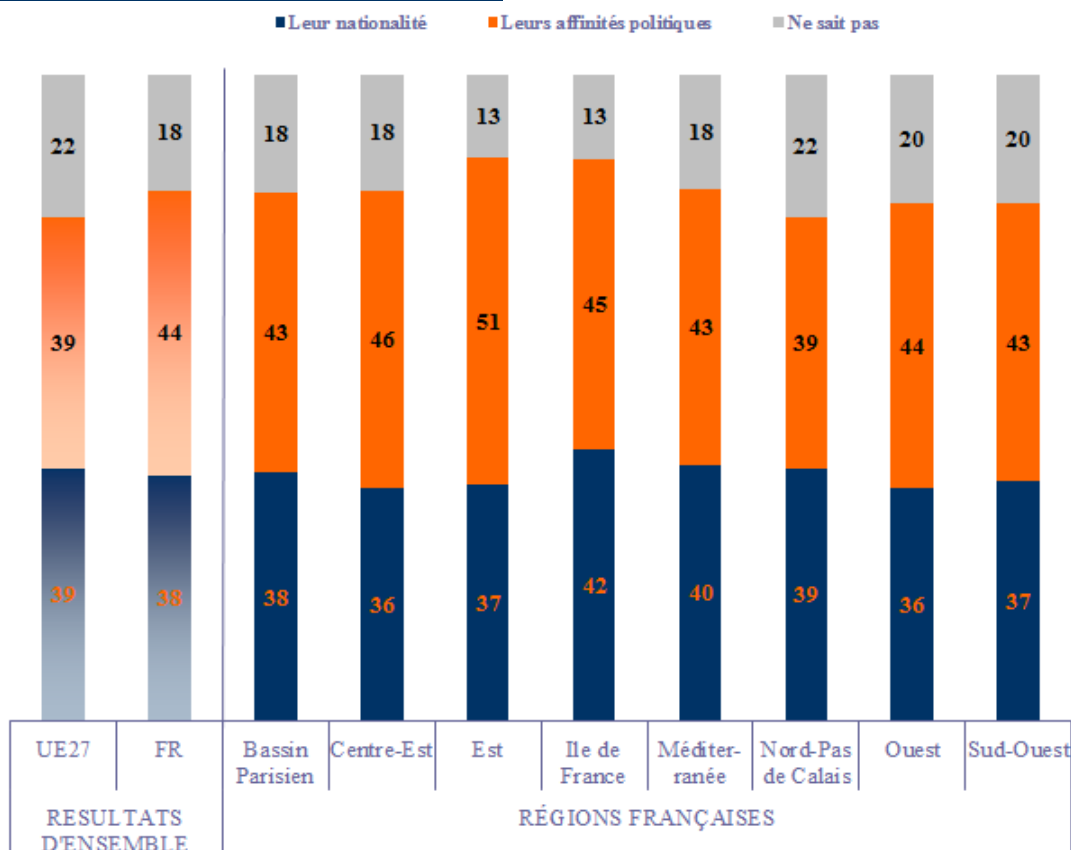
⇒ Tendances UE27 :



Tendances FR :



⇒ Données cumulées : variations régionales



2) Connaissance du mode de désignation de l'institution

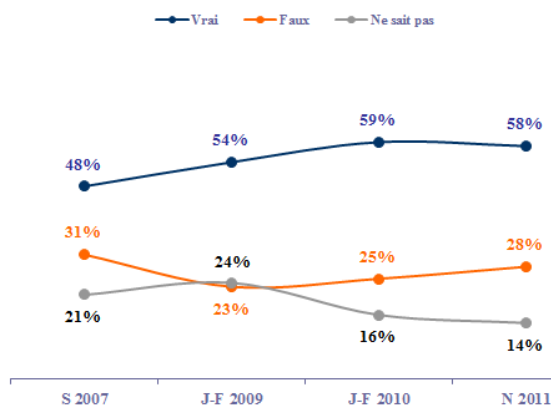
Bien que légèrement plus nombreux que l'ensemble des Européens à connaître la manière dont les députés européens siègent, les répondants en France sont au contraire moins bien au courant de leur mode de désignation : plus d'un tiers d'entre eux (37%) ne sait pas que les députés sont élus directement par les citoyens de chaque Etat membre.

Si l'on regarde la tendance, cette connaissance objective semble inchangée entre septembre 2007 et novembre 2011 (42% de réponses correctes contre 40% de réponses incorrectes dans les deux enquêtes). Cependant, le niveau de réponses incorrectes a récemment augmenté entre janvier 2010 et novembre 2011 (de 35% à 40%).

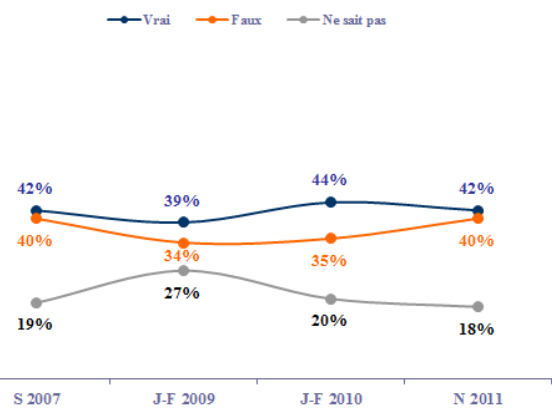
Les différences entre régions sont relativement marquées, avec le plus fort taux de bonnes réponses enregistré dans l'Est (50%) et le plus bas dans l'Ouest (33%).

Question : « Pour chacune des affirmations suivantes sur l'Union européenne, pourriez-vous me dire si elle vous semble vraie ou fausse : Les membres du Parlement européen sont élus directement par les citoyens de chaque Etat membre. »

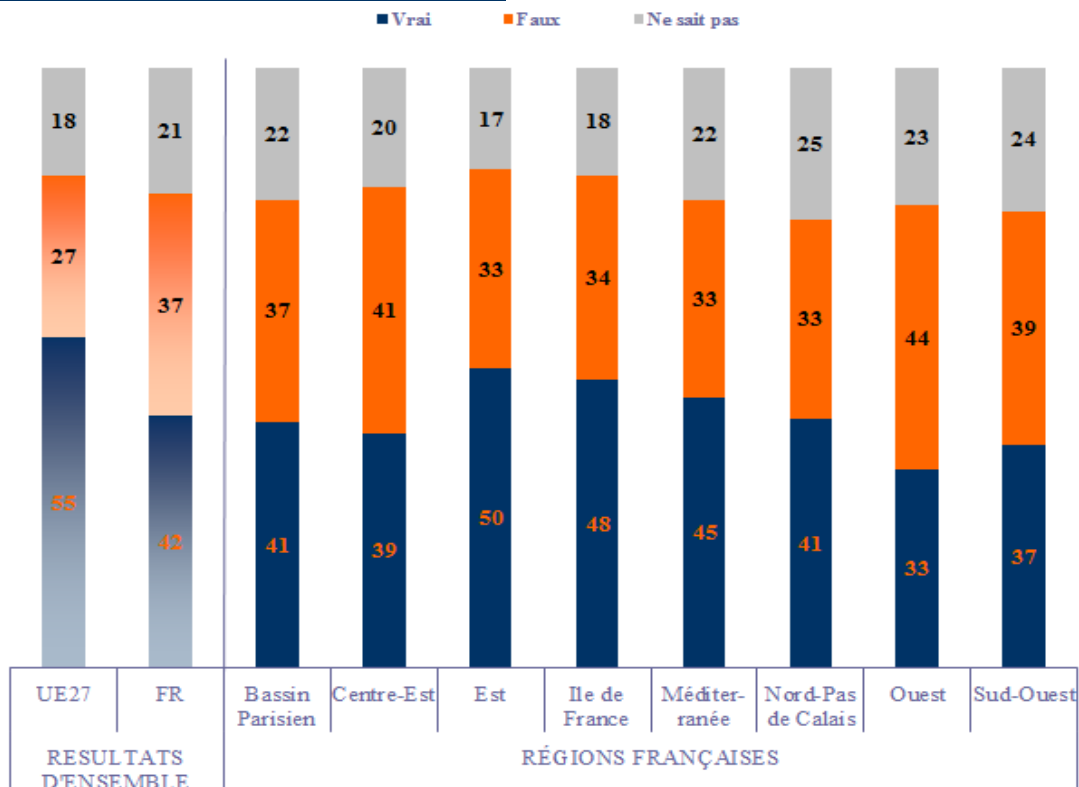
⇒ Tendances UE27 :



⇒ Tendances FR :



⇒ Données cumulées : variations régionales



IV - ATTENTES VIS-A-VIS DU PARLEMENT EUROPEEN

A – Les politiques prioritaires

Les résultats à cette question ne portent que sur trois vagues et demie.

Question : « *Le Parlement européen défend le développement de certaines politiques au niveau de l'Union européenne. Parmi les politiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, devraient être prioritaires ?* »

⇒ **Tendances UE27 & FR :**

	UE27				FR			
	J-F 2010	A-S 2010	A-M 2011	N 2011	J-F 2010	A-S 2010	A-M 2011	N 2011
La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	44%	52%	51%	49%	46%	57%	60%	58%
Une protection renforcée du consommateur et de la santé publique	35%	33%	32%	30%	42%	36%	34%	35%
Une politique de l'agriculture respectueuse de l'environnement et contribuant à l'équilibre alimentaire mondial	28%	27%	25%	22%	45%	40%	34%	30%
La lutte contre le terrorisme dans le respect des libertés individuelles	34%	28%	25%	22%	35%	30%	28%	25%
La coordination des politiques économiques, budgétaires et fiscales	24%	27%	28%	37%	26%	31%	22%	34%
Une politique de sécurité et de défense permettant à l'UE de faire face aux crises internationales	30%	23%	24%	29%	30%	23%	26%	29%
La lutte contre le changement climatique	34%	26%	26%	22%	36%	25%	23%	16%
Une politique étrangère permettant à l'UE de parler d'une seule voix sur la scène internationale	21%	17%	16%	21%	26%	21%	19%	25%
Une politique concertée de l'immigration avec les pays d'origine	20%	20%	22%	19%	21%	23%	21%	17%
L'affirmation d'un modèle social européen	11%	13%	12%	14%	13%	16%	15%	20%
Une politique énergétique commune visant à assurer l'indépendance énergétique de l'UE	24%	20%	23%	22%	17%	13%	14%	15%
Une politique de recherche et de développement (R&D) assurant compétitivité et innovation	13%	14%	13%	14%	12%	16%	11%	14%

⇒ Données cumulées : variations régionales

L'analyse des résultats régionaux révèle un certain nombre de différences.

Question : « *Le Parlement européen défend le développement de certaines politiques au niveau de l'Union européenne. Parmi les politiques suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, devraient être prioritaires ?* »

	Nord-Pas de Calais	Ouest	Centre-Est	Bassin Parisien	FR	Ile de France	Méditerranée	Sud-Ouest	Est	UE27
La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	62%	62%	58%	57%	56%	54%	54%	53%	52%	50%
	Nord-Pas de Calais	Centre-Est	Bassin Parisien	Est	Sud-Ouest	FR	Méditerranée	Ouest	Ile de France	UE27
Une protection renforcée du consommateur et de la santé publique	43%	40%	40%	38%	37%	36%	36%	35%	26%	32%
	Centre-Est	Est	Ouest	FR	Ile de France	Bassin Parisien	Méditerranée	Sud-Ouest	Nord-Pas de Calais	UE27
Une politique de l'agriculture respectueuse de l'environnement et contribuant à l'équilibre alimentaire mondial	42%	42%	41%	36%	35%	34%	33%	32%	29%	25%
	Nord-Pas de Calais	Sud-Ouest	Bassin Parisien	Est	FR	Centre-Est	Ile de France	Méditerranée	Ouest	UE27
La lutte contre le terrorisme dans le respect des libertés individuelles	36%	33%	32%	30%	29%	27%	27%	25%	24%	26%
	Ile de France	Est	Nord-Pas de Calais	Méditerranée	FR	Ouest	Sud-Ouest	Bassin Parisien	Centre-Est	UE27
La coordination des politiques économiques, budgétaires et fiscales	36%	29%	29%	28%	28%	27%	27%	26%	23%	30%
	Est	Méditerranée	Nord-Pas de Calais	Ile de France	Bassin Parisien	FR	Sud-Ouest	Ouest	Centre-Est	UE27
Une politique de sécurité et de défense permettant à l'UE de faire face aux crises internationales	31%	29%	27%	26%	26%	26%	26%	25%	24%	26%
	Centre-Est	Nord-Pas de Calais	Ile de France	Méditerranée	FR	Ouest	Sud-Ouest	Bassin Parisien	Est	UE27
La lutte contre le changement climatique	29%	25%	24%	23%	23%	23%	23%	21%	19%	26%
	Ile de France	Centre-Est	Méditerranée	FR	Sud-Ouest	Ouest	Est	Bassin Parisien	Nord-Pas de Calais	UE27
Une politique étrangère permettant à l'UE de parler d'une seule voix sur la scène internationale	29%	24%	23%	22%	22%	20%	20%	19%	19%	19%
	Est	Méditerranée	Sud-Ouest	Nord-Pas de Calais	Ile de France	FR	Centre-Est	Bassin Parisien	Ouest	UE27
Une politique concertée de l'immigration avec les pays d'origine	24%	23%	23%	22%	21%	20%	19%	18%	16%	20%
	Ile de France	Centre-Est	FR	Sud-Ouest	Est	Ouest	Bassin Parisien	Méditerranée	Nord-Pas de Calais	UE27
L'affirmation d'un modèle social européen	24%	16%	16%	16%	15%	14%	14%	13%	12%	13%
	Méditerranée	Est	FR	Bassin Parisien	Ile de France	Nord-Pas de Calais	Centre-Est	Ouest	Sud-Ouest	UE27
Une politique énergétique commune visant à assurer l'indépendance énergétique de l'UE	20%	19%	15%	15%	14%	14%	13%	12%	11%	22%
	Ile de France	Est	Méditerranée	Nord-Pas de Calais	FR	Bassin Parisien	Centre-Est	Ouest	Sud-Ouest	UE27
Une politique de recherche et de développement (R&D) assurant compétitivité et innovation	16%	14%	14%	14%	13%	13%	12%	12%	11%	14%

B – Les valeurs prioritaires

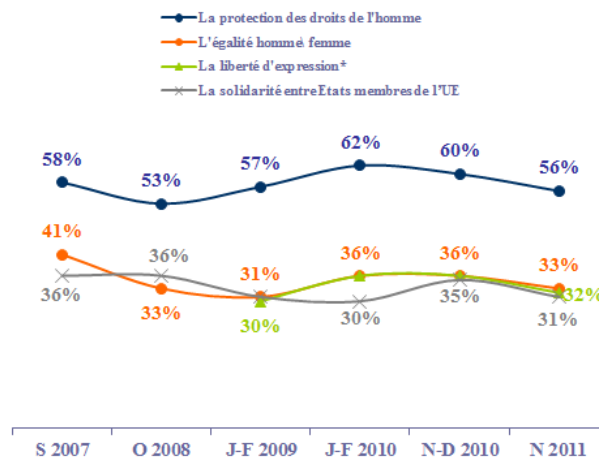
En France, la hiérarchie des réponses se distingue assez peu de la moyenne européenne. Les répondants en France, comme l'ensemble des Européens, souhaitent que "la protection des droits de l'homme" soit la première valeur défendue par le Parlement européen (61%, pour 58% dans l'ensemble de l'Union européenne).

"La protection des droits de l'homme" a récemment renforcé sa position en France (de 55% en novembre 2010 à 60% en novembre 2011), alors que simultanément "l'égalité homme – femme" a perdu du terrain (de 54% à 50%).

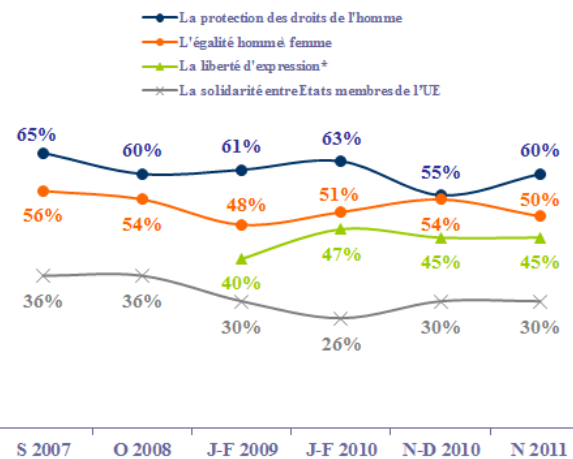
Certains items sont cités avec davantage d'intensité en France qu'en UE : c'est notamment le cas de "la liberté d'expression" (44% pour 33% dans l'UE en général), et surtout de "l'égalité homme – femme" (52% pour 35%).

Question : « Parmi les valeurs suivantes, quelles sont celles qui, selon vous, devraient être défendues en priorité par le Parlement européen ? »

⇒ **Tendances UE27 :**



Tendances FR :



* Cet item n'a pas été posé en septembre 2007 et octobre 2008.

⇒ Données cumulées : variations régionales

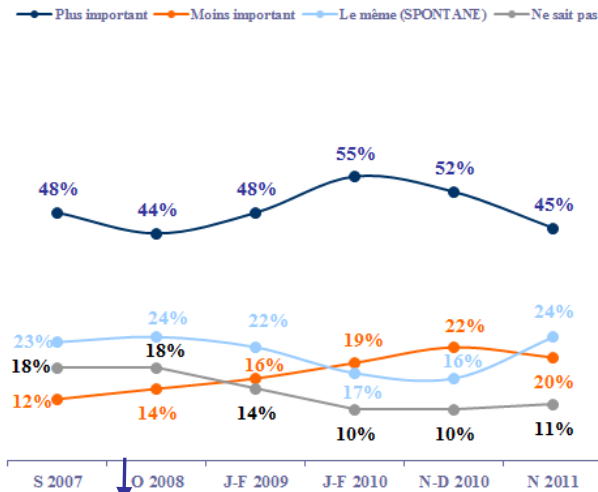
	Centre-Est	Nord-Pas de Calais	FR	Méditerranée	Bassin Parisien	Ouest	Sud-Ouest	Est	Ile de France	UE27
La protection des droits de l'homme	62%	62%	61%	61%	61%	61%	61%	59%	59%	58%
	Bassin Parisien	Nord-Pas de Calais	Sud-Ouest	Est	FR	Méditerranée	Ouest	Centre-Est	Ile de France	UE27
L'égalité homme\ femme	58%	58%	57%	53%	52%	52%	50%	50%	44%	35%
	Nord-Pas de Calais	Méditerranée	Centre-Est	Sud-Ouest	Est	FR	Ouest	Bassin Parisien	Ile de France	UE27
La liberté d'expression*	52%	46%	45%	45%	44%	44%	43%	42%	42%	33%
	Est	Ile de France	Méditerranée	FR	Centre-Est	Bassin Parisien	Nord-Pas de Calais	Sud-Ouest	Ouest	UE27
La solidarité entre Etats membres de l'UE	38%	35%	34%	31%	30%	30%	30%	29%	27%	33%
	Ile de France	Centre-Est	Méditerranée	Ouest	Sud-Ouest	FR	Nord-Pas de Calais	Est	Bassin Parisien	UE27
La solidarité entre l'UE et les pays pauvres dans le monde	34%	33%	33%	32%	32%	31%	29%	28%	28%	27%
	Ile de France	Ouest	Centre-Est	FR	Est	Méditerranée	Bassin Parisien	Sud-Ouest	Nord-Pas de Calais	UE27
Le dialogue entre les cultures et les religions	30%	27%	25%	23%	23%	22%	20%	19%	18%	24%
	Ile de France	Méditerranée	Centre-Est	FR	Nord-Pas de Calais	Sud-Ouest	Bassin Parisien	Ouest	Est	UE27
La protection des minorités	22%	22%	21%	20%	20%	20%	19%	18%	18%	22%
	Ouest	Est	Centre-Est	Ile de France	FR	Nord-Pas de Calais	Bassin Parisien	Sud-Ouest	Méditerranée	UE27
L'abolition de la peine de mort partout dans le monde	21%	19%	19%	18%	18%	17%	17%	17%	15%	15%

* Cet item n'a pas été posé en septembre 2007 et octobre 2008.

C – Le rôle attendu du Parlement européen

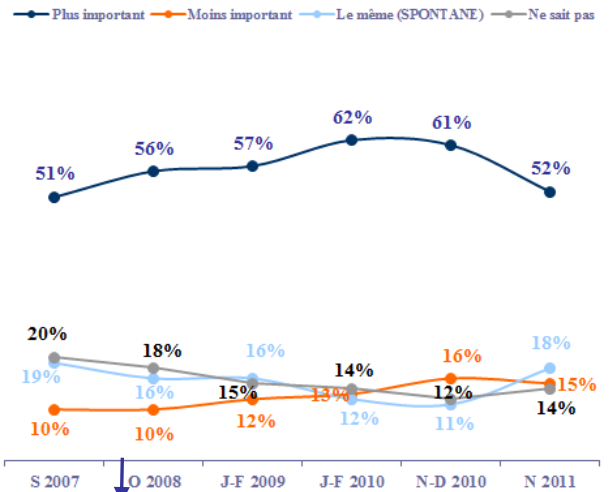
Question : « Vous-même, souhaiteriez-vous que le Parlement européen joue un rôle plus important ou moins important qu'à l'heure actuelle ? »

⇒ Tendances UE27 :



Déclenchement de la crise [1]

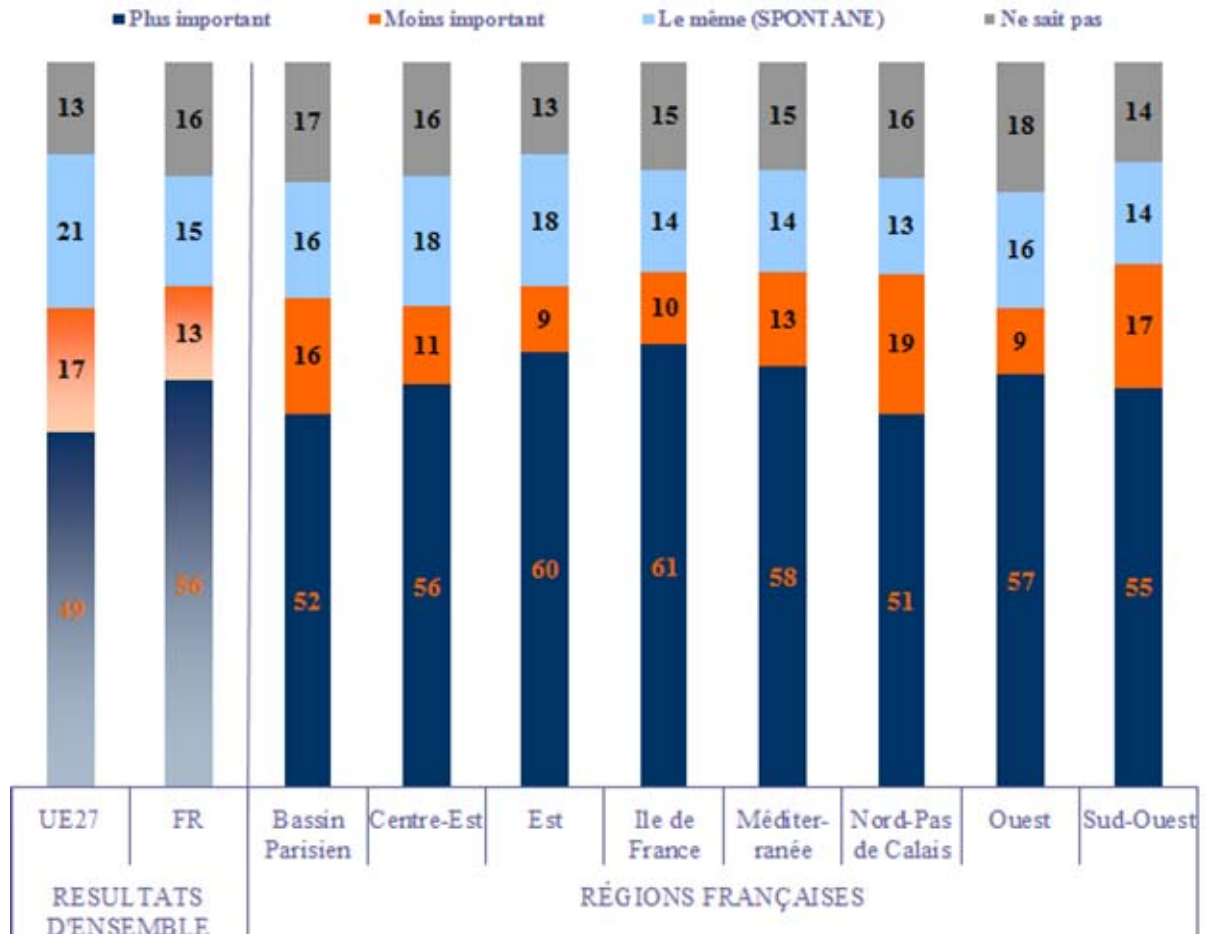
Tendances FR :



Déclenchement de la crise [1]

[1] Rappelons qu'on considère habituellement que la mise en faillite de Lehman Brothers, le 15 Septembre 2008, marque le début de la crise économique et financière.

⇒ Données cumulées : variations régionales



ANNEXE METHODOLOGIQUE : L'ANALYSE REGIONALISEE DES RESULTATS EUROBAROMETRE

A – Les limites de l'analyse régionale à partir des résultats d'une seule enquête

L'*Eurobaromètre* permet d'analyser l'état de l'opinion publique dans l'ensemble de l'Union européenne et de ses 27 Etats membres. Au sein de chacun des Etats membres, des variations existent également entre les différentes régions.

Les enquêtes *Eurobaromètre* sont réalisées auprès d'**échantillons nationaux de taille standard**, qui sont parfaitement **appropriés pour garantir la représentativité** à l'échelle nationale. Environ 1000 entretiens sont conduits par pays, sauf en Allemagne (N1500), au Royaume-Uni (N1300), au Luxembourg (N500), en République de Chypre (N500) et à Malte (N500).

En revanche, même dans les plus grands pays, **le nombre d'interviews réalisés au niveau de chaque ensemble régional est trop faible pour assurer la fiabilité des résultats à ce niveau géographique**. Un échantillon national *Eurobaromètre* est construit pour garantir la représentativité à l'échelle nationale, mais il est insuffisant pour mener une analyse à l'échelle régionale.

B – L'analyse régionale est possible grâce au cumul des résultats de plusieurs enquêtes

En agrégeant les résultats de différentes enquêtes dans lesquelles les mêmes questions ont été posées, il est possible d'atteindre des tailles d'échantillon **rendant consistante une analyse au niveau régional**.

En effet, c'est à partir d'un effectif suffisant (généralement au moins 150 individus) qu'il est possible de dégager des tendances régionales. Cet objectif est obtenu en cumulant les résultats de plusieurs enquêtes : on obtient ainsi un nombre conséquent d'interviews par région. Ces résultats gagneraient à être confirmés par des études régionales spécifiques.